

DEBAT

Walter Stadler, ancien PDG de la National Defense University Foundation

Vous avez clairement subi beaucoup de frustrations, bien que, comme vous le savez, vous ne soyez pas le seul, que ce soit au Moyen-Orient ou aux États-Unis. Pourriez-vous citer deux ou trois mesures concrètes qui pourraient être prises au cours des 12 prochains mois qui amélioreraient la confiance, l'assurance et éventuellement la stabilité dans cette région du monde ? Deuxièmement, avez-vous discuté avec vos partenaires et alliés impliqués dans le processus ?

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

J'ai suggéré la solution que je pense faisable et pratique – une zone exempte d'armes de destruction massive. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui sont également les puissances nucléaires déclarées, publient une déclaration stipulant qu'ils souhaitent une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, et qu'ils offriront les garanties nécessaires suivantes pour faire en sorte que cette zone fonctionne – un parapluie nucléaire pour les membres de la zone et des sanctions, y compris militaires, contre tout pays pris à développer une arme de destruction massive ; les membres potentiels de la zone devraient régler leurs problèmes dans les cinq ans pour que la zone puisse fonctionner avec ces deux garanties en arrière-plan.

C'est une étape concrète qui peut se matérialiser très facilement. N'oublions pas que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont déclaré une politique de suppression de toutes les armes nucléaires dans le monde, ils n'ont donc pas à se convaincre de l'opportunité d'une zone exempte d'armes de destruction massive. Israël a même connu des leaders, comme Yitzhak Rabin et Ehud Olmert, qui ont déclaré qu'ils étudieraient la question d'une suppression du nucléaire au Moyen-Orient au cas où la paix serait établie et leur sécurité garantie – si cette question venait sur la table.

Ironiquement, l'Iran a été le premier pays à mettre en avant cette idée d'une zone sans nucléaire au Moyen-Orient, sous le règne du Shah en 1974, et continue de soutenir cette idée. Il ne devrait par conséquent pas être difficile de nous rassembler sur ce point. Un aspect positif que j'ai entendu récemment est que, depuis le sabotage de la conférence d'Helsinki, il y a eu deux réunions avec les représentants de ceux qu'on appelle les pays administrateurs, l'Angleterre, les États-Unis, la Russie et les Nations unies. Ils se sont réunis avec des représentants de la plupart des pays membres potentiels de la zone et 17 pays arabes et Israël ont assisté à la dernière réunion organisée il y a quelques mois, mais pas l'Iran. Qu'Israël se réunisse avec 17 pays arabes sur cette question spécifique représente un progrès, sur lequel on pourrait s'appuyer.

En ce qui concerne la Palestine, nous avons toujours dit que nous avons besoin que les loups soient à nos portes pour surmonter quelque réticence que ce soit dans l'arène politique. Le Premier ministre israélien, s'il peut pointer les loups qui le pressent, peut demander à ses opposants de la Knesset et des partis politiques en Israël s'ils souhaitent mettre en colère les loups, et cela vaut également pour Mahmoud Abbas. Malheureusement, les loups ne se sont pas montrés très voraces ces derniers temps et c'est en cela que le rôle de M. Kerry est si important, car il joue désormais ce rôle, et il aura besoin du soutien du président pour que les choses se fassent quand le moment crucial viendra pour Netanyahu et Abbas de se pencher sur les questions réellement importantes, comme Jérusalem, les échanges de territoires, les dispositions sécuritaires, etc. C'est là que les loups doivent non seulement montrer leurs crocs mais aussi ouvrir grande leurs mâchoires et se tenir prêts à faire leur travail.

Nous allions dans le même sens à un moment.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Vous vous faites confiance dans ce cas.

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

On doit faire confiance mais aussi vérifier.

Meir Sheerit, membre de la Knesset, ancien ministre responsable des services de renseignement, Israël

J'ai été heureux de vous écouter ; je rêve que vous veniez faire ce discours à la Knesset, et vous verrez que la plupart des Israéliens seront d'accord avec la plupart de ce que vous avez dit, à l'exception peut-être du refus par l'Arabie saoudite des colonies d'Israël en Palestine. Il n'empêche, je suis personnellement d'accord avec la plupart de ce que vous avez dit. Selon des sources étrangères, Israël est le partisan le plus convaincu qu'il faut empêcher les pays du Moyen-Orient d'acquiescer des armes nucléaires. Nous l'avons fait en Irak, nous avons empêché la Syrie de le faire – et imaginez ce qui pourrait arriver aujourd'hui si on ne l'avait pas fait – et dans cette situation je suis le plus fervent supporter de l'initiative arabe, qui est une initiative saoudienne. J'ai essayé de la promouvoir très fortement auprès des gouvernements dont j'ai été membre – j'ai été membre des gouvernements Sharon et Olmert – et je me suis rendu compte que cette initiative bénéficiait d'un grand soutien.

Le problème est de savoir comment la faire progresser. Nous ne pouvons le faire uniquement en discutant avec les Palestiniens. Je pense que si l'Arabie saoudite était le loup qui porte cette initiative, ce serait la meilleure solution, car dans ce cas nous paierions le même prix que nous devrions payer pour avoir la paix avec les seuls Palestiniens : nous pourrions avoir la paix avec 56 pays arabes. Cela normaliserait les relations et changerait la face du Moyen-Orient, c'est pourquoi je soutiens cette initiative. Deuxièmement, il s'agit de la meilleure garantie pour la paix, car si nous avons la paix dans tout le monde arabe, personne n'osera la briser.

Je pense que nous devons lui donner un nouvel élan pour la remettre au premier plan. Quand j'ai essayé d'inciter nos Premiers ministres à appeler Riyad et à adhérer à cette initiative, ils m'ont répondu que ce n'était pas acceptable. Je pense qu'avec cette initiative, les Saoudiens attendent de nous que nous négociions avec les Palestiniens et que nous parvenions à un accord ; et cet objectif prendra alors le relais. C'est une bonne idée. Le fait est que, si vous vous souvenez, Olmert a proposé à Abu Mazen presque tout ce qui est dit dans l'Initiative arabe et il a refusé de signer. La même chose s'est reproduite avec Arafat ; il a refusé de signer. La raison pour laquelle ils ont refusé est qu'ils ne peuvent prendre la décision nécessaire de leur côté parce que ce serait renoncer au droit de retour.

Votre Initiative était brillante et sage, et bien formulée en expliquant qu'il était nécessaire de trouver une solution acceptable et juste pour les réfugiés palestiniens, acceptable signifiant qu'Israël doit accepter cet accord, et personne en Arabie saoudite ou tout autre leader de pays arabe ne pense qu'Israël peut réellement accepter que les réfugiés arabes reviennent en Israël plutôt que d'aller dans l'État palestinien et être indemnisés. C'est à mon avis le principal obstacle pour les Palestiniens à la signature d'un accord. Peut-être pouvez-vous être le loup qui fait avancer et résout ce problème, et vous êtes le bienvenu à la Knesset si vous le souhaitez ; je serais très heureux d'organiser cela.

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

J'aimerais vous rappeler que l'Arabie saoudite n'a pas seulement mis en avant l'Initiative de paix arabe mais également l'initiative de paix précédente sous le règne de feu le roi Fahd en 1981-1982, dit le Plan Fahd, et c'était la première fois, après Camp David avec Sadat et Begin, que l'ensemble du monde arabe acceptait l'existence de l'État d'Israël. Avant cela, on l'appelait « l'État déclaré d'Israël », mais à partir de 1981-1982, tous les pays arabes, y compris Hafaz al-Assad en Syrie, Saddam en Irak et Kadhafi en Libye, ont accepté la vision saoudienne qu'Israël existait, que le pays est à nos frontières et que ces frontières ne doivent pas être modifiées. C'était là le principal héritage du Plan Fahd.

Que s'est-il passé quand le roi Fahd a mis cette initiative en avant ? Il a recueilli le plein assentiment des pays arabes, mais pas même un mot d'Israël, qui a complètement ignoré la question. Il y a eu ensuite cette initiative de paix que le



roi Abdallah a mise en avant en 2002. Quelle a alors été la réaction d'Israël ? Je me souviens clairement que M. Sharon était le Premier ministre à l'époque, et que son conseiller politique, Dov Weisglass, a décrit cette initiative comme la menace la plus dangereuse qui soit à l'existence d'Israël. Aucun leader israélien après cela ne pouvait accepter que l'initiative existe pour qu'on puisse en discuter. Le président Peres a concédé que l'initiative recensait quelques formules justes. Ehud Olmert en a également dit du bien et Tzipi Livni lui a témoigné un soutien très retenu. Néanmoins, aucune déclaration officielle de la part d'un représentant israélien n'a dit que, s'il subsistait des réserves à propos de l'Initiative de paix arabe, le temps était venu de se réunir et de discuter. De toute évidence, Israël ne souhaite pas discuter de ce que nous lui proposons, et je ne pense pas que l'Arabie saoudite souhaite discuter avec Israël à moins que celui-ci ne le souhaite lui aussi.

Autre question, Israël est-il le meilleur garant de la non-prolifération d'armes nucléaires dans la région ? J'accepterais volontiers cette idée si je voyais les avions de l'armée israélienne bombarder le réacteur de Dimona en Israël, pas seulement ceux en Irak et en Syrie. Israël possède des armes nucléaires, vous le savez et je le sais, alors venir nous voir pour dire que vous serez notre ange gardien et que vous empêcherez les Iraniens d'en avoir... Soyons sérieux. Débarrassez-vous d'abord des vôtres et après nous pourrons parler.

Tout ceci reste toutefois hypothétique. En ce qui concerne la question de faire un geste, de venir à la Knesset, etc., cela ne va pas se faire. J'aimerais me convaincre qu'il s'agirait d'une étape utile pour promouvoir l'Initiative de paix arabe mais s'il n'y a aucune réponse officielle à cette initiative, aucun dirigeant arabe, ou de fait aucun leader individuellement, ne viendra à la Knesset. Simplement parce qu'il n'aura pas la certitude que les actions nécessaires seront engagées par la suite. Accepter l'Initiative de paix arabe, s'asseoir et discuter avec les Palestiniens et puis, comme on dit en arabe, « pour chaque discussion il y a une autre discussion. » C'est ce qu'Israël devrait faire à mon avis.

Fareed Yasseen, Ambassadeur d'Irak en France

J'ai une question mais avant cela j'ai une déclaration à propos du rôle d'Israël pour empêcher les États arabes de se nucléariser, et l'exemple irakien est assez explicite. L'Irak a développé avec l'aide de la France un excellent réacteur de recherche nucléaire, qui a permis des expérimentations nucléaires d'envergure mondiale menées par des physiciens nucléaires irakiens de premier ordre qui avaient étudié aux États-Unis et au Royaume-Uni. Quand Israël a bombardé Osirak, Saddam a convoqué la Commission irakienne de l'énergie atomique et a décidé de renoncer au traité de non-prolifération. Les physiciens irakiens étaient furieux de ce qu'Israël avait fait, et ont décidé de tout donner : ils ont aidé Saddam à développer un programme d'enrichissement assez exceptionnel. L'Irak a été le premier pays depuis les États-Unis à poursuivre cinq différentes pistes d'enrichissement ; tous les pays nucléaires après les États-Unis n'en avaient poursuivi qu'une ou deux, mais les Irakiens ont poursuivi les cinq, uniquement parce qu'ils y ont été poussés car ils étaient en colère vis-à-vis de ce qu'Israël avait fait. Aussi, ne recommencez pas. Ne bombardez pas. Je ne pense pas que ce soit là une manière d'agir, et je pense que la déclaration précédente est un peu intéressée.

Néanmoins, j'ai une question pour son Altesse. Une question qui n'a pas été assez soulevée en Syrie. Et qui nous tient à cœur en Irak : depuis dix ans, nous traversons l'enfer. Selon les meilleures estimations du nombre de victimes en Irak, réalisées par un groupe au Royaume-Uni intitulé Iraq Body Count, nous déplorons depuis 2003 120 000-130 000 morts. Ce chiffre a été dépassé par la Syrie en tout juste deux ans. C'est une tragédie. Les gens se préparent à la prochaine étape, Genève. Que pouvons-nous faire, à votre avis, pour faire de Genève une réussite, et à quoi Genève peut-il ressembler ? Je vous pose cette question car je sais que l'Arabie saoudite a été impliquée dans un effort régional précédent pour ramener la paix dans la région – l'accord Taif – dans lequel le pays a joué un rôle prédominant. Sur la base de cette expérience, que pouvons-nous faire en tant que communauté internationale et acteurs régionaux pour faire de Genève une réussite ?

Yim Sungjoon, Senior Advisor, Lee International IP & Law Group

J'ai été frappé et impressionné par votre formule pour résoudre la question du nucléaire iranien ; votre Altesse a suggéré deux éléments, une garantie de sécurité et des sanctions militaires. Ma première question est : comment imposer des sanctions militaires sur un pays qui a une capacité militaire considérable ? J'ai peur que cela n'engendre



un conflit militaire ou même une guerre. Deuxième question, je songe à une question plus dangereuse et plus sérieuse dans notre région, qui est le développement nord-coréen d'armes nucléaires. J'ai été impliqué dans les négociations pour résoudre cette question depuis longtemps, peut-être plus longtemps que les négociations avec l'Iran, nous sommes en pourparlers depuis plus de 20 ans, mais sans que cela porte ses fruits. Pensez-vous que votre formule pourrait s'appliquer à la question nucléaire nord-coréenne ?

Riad Tabet, président de Berit International Holding SA

Merci. Votre Altesse, votre antagonisme avec l'Iran a des conséquences sur le terrain. Nous le voyons à Bahreïn. Nous le voyons en Irak, en Syrie, et particulièrement au Liban. Est-ce que vous ne pensez pas que cet antagonisme pourrait générer un conflit, et même une guerre intercommunautaire entre les chiites et les sunnites dans la région ? Car le problème de l'Iran, sur lequel se focalise l'Occident, n'est pas que nucléaire. Il y a d'autres conséquences sur le terrain.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Trois questions simples, donc. Et merci car les questions étaient extrêmement courtes.

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

Je vais essayer de parler en français.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Oui, oui, oui, oui, oui.

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal, président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

L'antagonisme que vous décrivez de l'Arabie saoudite envers l'Iran, du côté de l'Arabie saoudite, c'est le contraire. C'est l'antagonisme iranien envers l'Arabie saoudite qui est le commencement de cette... Je ne peux pas dire conflit, mais divergence de politique et d'opinion entre les deux pays. Alors, le roi Abdallah a proposé quelques efforts pour avoir une belle relation de respect mutuel, et même d'amitié entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

La dernière était la plus profonde je crois. C'était pendant le mois de Ramadan – le mois le plus saint du calendrier musulman – l'année dernière quand il a convoqué une conférence de sommet islamique à La Mecque pour discuter cette question de la divergence entre le monde chiite et le monde sunnite dans le monde islamique. M. Ahmadinejad était présent, ainsi que d'autres représentants de pays, pas seulement du monde arabe mais de tout le monde islamique. La conférence s'est soldée par l'accord d'avoir un centre de dialogue entre chiites et sunnites dans la ville de Médine, la sainte ville de Médine, en Arabie. Et c'est ça la politique de l'Arabie saoudite. C'est d'embrasser (donner l'accolade) comme ça – embrace in English – notre frère musulman, quelle que soit sa tendance.

Vous avez dit qu'au Liban c'est l'antagonisme saoudien. Entendez-vous les mots de M. Hassan Nasrallah récemment ? Il a dit que l'Arabie saoudite a placé les bombes à l'ambassade iranienne, dans le quartier chiite qui était protégé par le Hezbollah. C'est seulement un exemple de ce que M. Nasrallah a dit au sujet de l'Arabie saoudite. Si vous retracez ses mots depuis qu'il est devenu le chef du Hezbollah, vous devriez voir l'antagonisme que lui, représentant de l'Iran, a envers l'Arabie saoudite.

En Irak aussi, si vous suivez les mots et les discours des imams chiites de l'Irak au sujet de l'Arabie saoudite, décrivant l'Arabie saoudite comme le pays du terrorisme, du wahhabisme, etc., ce n'est pas un signe d'amitié envers l'Arabie saoudite. Il en est de même si vous suivez les discours des imams chiites en Iran même, sur les chaînes de télévision et les chaînes de radios bombardées contre nous. Vous devriez voir que c'est l'inimitié de l'Iran qui est très, très, grande contre l'Arabie saoudite. Je ne sais pas comment on peut convaincre nos confrères musulmans en Iran que l'Arabie saoudite n'essaie pas de leur faire du mal.



Nous avons chaque année, depuis cinq ans maintenant, près d'un million d'Iraniens qui viennent faire le pèlerinage et le petit pèlerinage en Arabie, chaque année. Ils sont reçus avec hospitalité, cordialité, etc. Comme je l'ai dit, nous avons essayé d'échanger avec l'Iran, depuis 1995. Mais c'est l'Iran qui a des troupes militaires en Syrie. C'est l'Iran qui a engagé le Hezbollah dans l'invasion de la Syrie. C'est l'Iran qui a engagé les brigades Al-Abbas de l'Irak pour l'invasion de la Syrie. Et c'est l'Iran qui a fait pression sur les partis chiites en Irak pour qu'ils acceptent M. Maliki comme Premier ministre.

Cette interférence et ce jeu d'hégémonie envers les pays arabes ne sont pas acceptables. J'ai dit dans un de mes discours que, dans le monde arabe, nous n'accepterons pas de porter les vêtements occidentaux. De même, nous n'allons pas accepter de porter les robes iraniennes, parce que c'est nous qui devons décider de notre futur. Ce ne sont pas l'Iran, les États-Unis ou l'Europe. De cette façon, je crois que c'est à l'Iran de montrer sa bonne volonté envers nous.

Pour la Corée, je vais repasser à l'anglais. En ce qui concerne la Corée, je ne sais pas si ce que je propose s'applique à la Corée du Nord ou pas, car je ne connais pas bien la situation. Vous êtes mieux placé pour prendre cette décision. Néanmoins, les zones exemptes d'armes de destruction massive sont la voie à suivre pour éliminer tout risque de conflit nucléaire, et je suis d'accord avec vous qu'utiliser la force pour établir une telle zone dans le Moyen-Orient peut déclencher une guerre. C'est toutefois ce que nous, dans la zone, devons prendre en considération si nous prenons notre décision, d'acquiescer ou non des armes de destruction massive. En ce qui concerne la Syrie, dans la mesure où je propose une déclaration des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur une zone exempte d'armes de destruction massive, je ne vois pas pourquoi le Conseil ne pourrait pas publier une autre déclaration signifiant que les combats doivent cesser en Syrie, ce qui signifie qu'Assad n'obtiendra plus d'armes de la Russie et de l'Iran, que le Hezbollah devra se retirer du territoire syrien, que les Gardiens de la révolution iranienne qui luttent sur place devront se retirer eux aussi du territoire syrien, etc. et les cinq membres permanents doivent en convenir et souhaiter que cela arrive. Cela contribuera grandement à réduire les ambitions militaires de toutes les parties en présence.